

SAINT-SAUVANT : modification n°1 du PLU de la commune

<https://www.registre-dematerialise.fr/6579/>

Contributions incluant les pièces jointes

Dates

Du lundi 29 septembre 2025 à 15h00 au lundi 20 octobre 2025 à 17h00

Référence du Tribunal Administratif

Décision n°E25000136/86 en date du 30 juillet 2025 - Tribunal Administratif de POITIERS

Arrêté d'ouverture

Arrêté du Président de Saintes Grandes Rives L'Agglo en date du 28 août 2025

Commissaire enquêteur(rice)

Madame Mylène MAZZOCCO

Commissaire enquêteur suppléant

Madame Christine YON

Contribution n°1 (Web)

Proposée par CHAGNOLEAU JEAN LOUIS

(jean17610@orange.fr)

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 06h11

Adresse postale : 17 gtande rue du pont 17610 saint sauvant

Cette proposition de modification du PLU s'inscrit dans le cadre de l'intérêt général du village de Saint-Sauvant.

Avis favorable

Contribution n°2 (Web)

Proposée par Armand jonathan
(Polysons17@gmail.com)

Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 21h47

Adresse postale : 3 rue emile combe 17610 Dompierre sur charente

Je suis étonné de la modification du PLU .Pour un projet de maraichage n'étant pas pris en compte sur la modification du règlement pour la zone Agricole Protégé d intérêt paysagère,alors Qu on permet des construction annexe sur la zones naturelle qui on un impact considérable sur l'écosystème

Contribution n°3 (Web)

Proposée par Armand jonathan
(Polysons17@gmail.com)

Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 21h48

Adresse postale : 3 rue emile combe 17610 Dompierre sur charente

Je suis étonné de la modification du PLU .Pour un projet de maraichage n'étant pas pris en compte sur la modification du règlement pour la zone Agricole Protégé d intérêt paysagère,alors Qu on permet des construction annexe sur la zones naturelle qui on un impact considérable sur l'écosystème

Contribution n°4 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 22h27

Entre euros et environnement un choix incompréhensible pour moi . Pendant qu'une maraîchère bio se débat pour sauver son entreprise après une demande en bonne est du forme pour l'aménagement de containers frigorifiques démontables pour conserver sa production et protéger l'environnement dans une zone agricole protégée, l'élú en charge de la commune propose la modification de zonage d'une zone natura 2000 parcequ'une construction annexe illégale est déjà en place.

Contribution n°5 (Web)

Proposée par Marine Lafaye

(marine.lafaye@hotmail.fr)

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 13h08

Adresse postale : 3 Route De Croix Echelle 17610 St Sauvant

A la lecture du PLU, peut-on savoir pourquoi la demande de révision du zonage faite par Madame Claudot n'apparaît pas à l'ordre du jour? Cette demande vise à profiter à elle mais également aux habitants du village.

Contribution n°6 (Web)

Proposée par Ducretot Sylvie
(Sylvieducretot@sfr.fr)

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 08h57

Adresse postale : 3 rue Émile Combes 17610 Dompierre-sur-Charente

Je suis cliente chez la maraîchère Vanessa Clodot et je trouve légitime qu'elle puisse accéder à sa demande de reconnaissance professionnelle qui lui permette d'exercer son activité et de subvenir aux besoins de sa famille.

Contribution n°7 (Web)

Proposée par Fournier sylvain

(Fournier.sylvain@hotmail.fr)

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 09h15

Adresse postale : 16chez Mhée 17770 Saint-Césaire

C est révoltant, Empêcher l'installation d'une petite productrice bio, ce n'est pas comme cela que l'on soutient un développement d'une agriculture saine et de proximité, ceux qui prennent les décisions nous amènent dans une impasse.....

Contribution n°8 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 09h18

Pourquoi est il si compliqué de laisser une jeune agricultrice exercer sur ses propres terres ?

Il faut lui trouver rapidement une solution afin que cela soit possible et que nous puissions manger de bons légumes sains pour notre santé.

Nous espérons vivement que cette situation se débloque .

Contribution n°9 (Web)

Proposée par Matteodo Brigitte
(brigitte.matteodo@sfr.fr)

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 09h33

Adresse postale : 11 bis rue tony bouffandeau 17100 saintes

Bonjour,
je soutiens l'installation d'une paysanne maraîchère bio sur la commune de St Sauvant.

Je ne comprends pas pourquoi sa demande n'a pas encore été prise en charge.

Merci de bien vouloir faire le nécessaire.

Contribution n°10 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 09h48

Pourquoi le PLU n'intègre pas le projet de maraichage bio ?
Cela apporterai pourtant un plus à la commune....

Contribution n°11 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 09h50

Je trouve important de laisser une agricultrice sur ses terres , pour une production entièrement bio

Contribution n°12 (Web)

Proposée par Luc Rockenbauer
(atelier-avr@hotmail.fr)

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 09h54

Adresse postale : 3 chemin de la Foy St Sauvant 17610 SAINT SAUVANT

Pourquoi la demande de l'installation d'une agricultrice/ maraîchère bio n'a pas été prise en compte sur la commune ? Il faudrait soutenir des personnes aussi courageuses avec des projets vertueux !!

Contribution n°13 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 10h35

La question est pourquoi bloquer ce projet de maraîchère. Ce serait bien de laisser les personnes qui veulent exercer ce métier et faire ce qu'il faut pour lui laisser l'opportunité.

Contribution n°14 (Web)

Proposée par Dupuis Jean

(jeandupuis16100@gmail.com)

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 12h34

Adresse postale : 1 rue Gaillarde 17610 Saint Sauvant

Pour quelles raisons la demande de Mme CLAUDOT concernant son activité agricole n'a t'elle pas été prise en compte dans cette modification du PLU ?

Contribution n°15 (Web)

Proposée par Duroueix delphine
(Duroueixdelphine220@gmail.com)
Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 13h53
Adresse postale : 9 place st pierre 17610 Chaniers

Je me permets de mettre une petite annotation
je trouve choquant que ma petite maréchaire Vanessa clodo qui me fournit en fruits et légumes frais et qui m'a fait pas régulièrement de ses soucis de conservation de légumes chose que j'ai pu constater par moi-même en qualité de cliente elle attendait avec impatience la révision du PLU car pour la pérennité de son entreprise il lui était impossible de continuer son activité de maraîchage sans avoir des locaux de stockage de ces produits frais

on nous parle régulièrement du bienfait de manger local de faire travailler les petits artisans et commerçants et là on se rend bien compte qu'elle n'a eu aucun soutien dans ces démarches
alors que c'est une jeune femme qui travaille tous les jours pour faire vivre dignement sa famille

espérant que ce PLU ne soit pas définitive et qu'elle puisse enfin être écouté et poursuivre son activité

Contribution n°16 (Web)

Proposée par FORT Mariette
(patricebernard12@orange.fr)

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 16h46

Adresse postale : 36, grande rue du pont 17610 Saint Sauvant

Pour quelles raisons la demande de Mme Claudot concernant la modification du règlement du PLU pour sa parcelle agricole n'est elle pas prise en compte dans ce plan? Sa demande concerné est une structure mobile pour le développement de son exploitation agricole en maraîchage bio.

Contribution n°17 (Web)

Proposée par FORT Mariette
(patricebernard12@orange.fr)

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 16h48

Adresse postale : 36, grande rue du pont 17610 Saint Sauvant

Pour quelles raisons la demande de Mme Claudot concernant la modification du règlement du PLU pour sa parcelle agricole n'est elle pas prise en compte dans ce plan? Sa demande concerné est une structure mobile pour le développement de son exploitation agricole en maraîchage bio.

Contribution n°18 (Web)

Proposée par Audinet Florence

(florence.audinet@orange.fr)

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 19h42

Adresse postale : 4 rue du marché 17610 Saint-Sauvant

Il est surprenant que le projet de maraîchage n'ait pas été pris en compte afin que la maraîchère du village est une solution pérenne pour son exploitation

Contribution n°19 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 16 octobre 2025 à 20h53

En consultant les documents je m'étonne de voir que la demande de révision du PLUI de Mme Vanessa Claudot concernant ses terrains pour mener à bien la poursuite et le développement de son activité agricole en maraîchage bio n'a pas été prise en compte alors qu'elle s'est manifesté en amont. Pourquoi ?

Cela m'étonne d'autant plus que son projet s'inscrit complètement dans les nouvelles orientations de l'agglomération de Saintes en faveur d'une alimentation locale saine et durable (projet alimentaire territorial). Merci de prendre en compte la demande de Mme Claudot Vanessa dans la révision du PLUI.

Contribution n°20 (Web)

Proposée par Giraudeau

(est.giraudeau@hotmail.fr)

Déposée le vendredi 17 octobre 2025 à 12h36

Adresse postale : 1 rue gaillarde 17610 Saint Sauvant

Pour quelles raisons la demande de Mme Claudot concernant son activité agricole n'a t-elle pas été prise en compte dans cette modification du Plu ?

Contribution n°21 (Web)

Proposée par Alain PHILIPPE

(alainph17@wanadoo.fr)

Déposée le vendredi 17 octobre 2025 à 14h24

Adresse postale : 8 impasse des Fleurs 17100 COURCOURY

La Commune de Saint-Sauvant a la chance de bénéficier d'une agricultrice / maraîchère "bio" sur son territoire.

Cette personne a créé sa propre activité sur son terrain, en vue de produire et de commercialiser sa propre récolte, en choisissant de ne pas vivre "aux crochets de la société", mais bien de s'assurer des revenus professionnels suffisants.

La modification envisagée du PLU a pour effet de lui interdire, en fait, son activité, de réduire l'immense travail déjà entrepris à néant ... et de l'amener à vivre d'aides sociales !

Est-ce vraiment l'avenir de notre Société de couper ainsi l'herbe sous le pied aux bonnes volontés, à ceux qui veulent produire bien et sain, pour une clientèle locale ?

Les règles administratives sont-elles édictées pour empêcher les initiatives, sans tenir compte de l'HUMAIN et de l'avenir de notre Société ?

Mon opinion est faite et je souhaite ardemment que la modification du PLU permette à notre maraîchère de pouvoir continuer à exercer son activité (pour une clientèle de proximité), à donner du plaisir à nos papilles et à s'épanouir professionnellement pour, à son échelle, le bien-être de la Planète !

Merci de votre écoute ! je suis persuadé que le bon sens l'emportera !

Alain PHILIPPE

Directeur Général (er) du Bureau National Interprofessionnel du Cognac

Chevalier de la Légion d'Honneur / Chevalier du Mérite Agricole

Habitant de Courcoursy (Communauté Agglomération Saintes) / consommateur "locavore"

Contribution n°22 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 17 octobre 2025 à 14h29

Le projet de maraîchage sur la commune n'apparaît pas pour la révision du PLU.
J'espère que cette demande aboutira pour qu'elle puisse continuer son activité de maraîchage qui est plus qu'important pour nous ses clients et pour enfin garder un commerce de proximité bio!

Contribution n°23 (Web)

Proposée par Claudot kevin

(claudotkevin106@gmail.com)

Déposée le vendredi 17 octobre 2025 à 16h10

Adresse postale : 8 Chemin de Croix Échelle 17610 Saint-Sauvant

Conscient du règlement du PLU de la commune sur une zone AP une révision du PLU n'est t'il pas fait pour faire des modification adapté.

Pour aider une maraîchere motivée et de bonne volonté à pouvoir continuer son activité dans des bonnes conditions.

Contribution n°24 (Web)

Proposée par Métayer Denis

(metayerdenisot@laposte.net)

Déposée le vendredi 17 octobre 2025 à 19h04

Adresse postale : 36 rue des écoles 17610 Saint-Sauvant

Il y a possibilité de modifier le PLUi pour aider à l'installation de Mme Claudot Vanessa, agricultrice en maraîchage bio.

Apparemment, la commune ne le veut pas malgré toutes les démarches administratives validées qui ont constitué un bon dossier de recevabilité. La chambre d'Agriculture ainsi que la CDA n'ont pas émis d'avis défavorables.

Mme Claudot a besoin d'un lieu de stockage pour ces légumes. Elle envisage une structure démontable, ce qui n'altère en rien le terrain agricole. Sans cela, elle devra mettre fin à son activité et subir les conséquences engendrées par de tels refus!

Contribution n°25 (Web)

Proposée par Caroline D

(delz86@msn.com)

Déposée le vendredi 17 octobre 2025 à 19h23

Adresse postale : Les Corbins 17610 Chaniers

Je suis cliente très satisfaite des produits bio ainsi que de l'accueil de la paysanne agricultrice en bio dont le projet n'a pas été accepté, projet consistant en la construction d'un bâtiment agricole afin que son exploitation soit des plus pérenne ! Je ne comprends pas pourquoi un tel projet de maraîchage bio, de surcroît en local ne soit pas considéré comme pertinent ni plein de sens dans un contexte de crise écologique mais aussi de souveraineté alimentaire au sein de notre territoire ! Je suis plus qu'étonnée de constater le manque de soutien des élus locaux envers la démarche d'une jeune paysanne motivée, passionnée et ancrée sur notre territoire ! Il me semble dommageable d'entraver les élans locaux et les bonnes volontés d'une personne soucieuse de préserver une alimentation de qualité, saine et abordable tout en en valorisant le lien et l'échange !

Contribution n°26 (Web)

Proposée par Patry Sébastien

(seb_patry@orange.fr)

Déposée le samedi 18 octobre 2025 à 13h44

Adresse postale : 1 CHEZ PEROS 17770 ST CESAIRE

Bonjour,

Les communications de La communauté d'agglomération se targuent d'une politique et d'axes de travail sur l'économie sociale et solidaire avec des appels à projets et de multiples autres actions, et ce depuis des années.

On nous parle aussi de plan alimentaire territorial et de consommer local pour les particuliers et les cantines scolaires.

Je suis à 120% d'accord avec cette orientation pour donner du sens à notre territoire, et mettre en avant l'écologie, la solidarité et l'économie sociale et locale.

Pour agir dans ce sens j'achète donc en local le maximum de mon alimentation avec aussi une orientation vers le bio pour favoriser la préservation de notre environnement.

Ainsi j'achète mes légumes à 4 km de chez moi auprès d'une jeune productrice Vanessa Claudot dont le projet local, bio est cohérent avec les idées précédentes. Ce projet semble soutenu par les acteurs professionnels de la filière mais aussi par les services de l'agglomération, et Je ne comprends donc pas pourquoi son projet qui nécessite semble t'il une adaptation du PLU (pour pouvoir travailler correctement) n'est pas inclus dans les modifications en cours.

Merci donc de prendre note de ce dossier dans votre enquête publique.

Sans une écoute citoyenne des problématiques locales pour soutenir vraiment nos territoires, à quoi bon tout ces beaux discours de nos élus.

Soyons cohérents entre les discours et les actes ! Je vous en remercie par avance.

Comptant sur votre compréhension

Bien à vous

Sébastien Patry

Contribution n°27 (Web)

Proposée par Métayer Denis

(metayerdenisot@laposte.net)

Déposée le samedi 18 octobre 2025 à 16h13

Adresse postale : 36 rue des écoles 17610 Saint-Sauvant

Annule et remplace la contribution N°24:

Il y a possibilité de modifier le PLU pour aider à l'installation de Mme Claudot Vanessa, agricultrice en maraîchage bio.

Apparemment, la commune ne le veut pas malgré toutes les démarches administratives validées qui ont constituées un bon dossier de recevabilité. La chambre d'Agriculture ainsi que la CDA n'ont pas émis d'avis défavorables.

Mme Claudot a besoin d'un lieu de stockage pour ces légumes. Elle envisage une structure démontable, ce qui n'altère en rien le terrain agricole. Sans cela, elle devra mettre fin à son activité et subir les conséquences engendrées par de tels refus!

Denis Métayer

Contribution n°28 (Web)

Proposée par Forestier Viviane

(Forestierviviane@gmail.com)

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 12h48

Adresse postale : 3 chemin de Palache 17610 Saint Sauvant

Pourquoi n'y a t'il pas de prise en compte du projet de maraîchage, dans le but d'obtenir une solution pérenne pour cette exploitation.

Contribution n°29 (Web)

Proposée par GABORIAUD Jean Paul

(Jp.gaboriaud@gmail.com)

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 12h58

Adresse postale : 3 chemin de Palache 17610 Saint Sauvant

Pourquoi la demande de Vanessa Claudot (agricultrice à Saint Sauvant) n'a pas été retenu pour la prochaine session de la révision du PLU.

Contribution n°30 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 19h37

Pourquoi le PLU n'est-il pas en faveur de Mme Vanessa Claudot ? Nous voulons la soutenir car nous avons grand besoin de maraîchers de culture biologique dans la commune. Merci

Contribution n°31 (Web)

Proposée par Pélissié Monique

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 19h40

Nous soutenons Mme Vanessa Claudot dans sa demande de révision du PLU en sa faveur.

Contribution n°32 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 19h43

Je soutiens Mme Vanessa Claudot dans sa demande, nous avons besoin de maraîchers biologiques, c'est important.

Contribution n°33 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 20h56

Je suis consommatrice de produits bio, je soutiens Mme Vanessa Claudot dans sa demande, nous avons besoin de maraîchers biologiques, c'est important.

Contribution n°34 (Web)

Proposée par Pierre-Andre
(weite@posteo.net)

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 21h28

Adresse postale : 34B rue du Dr Paul Peltier 17300 FR-17300-ROCHEFORT

Vanessa Claudot souhaite poursuivre son maraîchage en agriculture biologique. Ce serait dommage que le nouveau PLU l'en empêche. Merci de veiller à la poursuite de son activité absolument essentielle.

Contribution n°35 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 21h33

Je trouve absolument indispensable de préserver l'activité agricole et en particulier le maraîchage biologique si important aujourd'hui puisqu'il contribue la bonne santé des habitants et favorise les achats de proximité.
Cela semble aller dans le sens de tous les efforts réalisés aujourd'hui.

Contribution n°36 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 21h51

Vanessa Claudot doit pouvoir continuer son activité de maraîchage biologique/ Nous avons un besoin vital de légumes biologiques pour nous et nos enfants.

Contribution n°37 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 22h02

Nous, les consommateurs remarquons la qualité des légumes cultivés, selon la saison, en prenant le temps de les laisser mûrir.
Nous préférons acheter les produits biologiques et locaux.

Nous demandons avec insistance que soit respectés et mis en valeur le travail des maraichers. Ils méritent de conserver la terre
qui nous nourrit,

Respectons leur effort.

Je vous remercie.

Contribution n°38 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 19 octobre 2025 à 22h35

Je soutiens la demande de Vanessa Claudot pour qu'elle puisse continuer le maraîchage bio qui est essentiel pour notre alimentation. Comment se fait-il que le PLU ne respecte pas l'agriculture bio et comment se fait-il que l'on mette des bâtons dans les roues à cette personne pour l'empêcher de travailler ? Un certain nombre d'années sont nécessaires pour nettoyer les sols avant de pouvoir cultiver bio. Je vous demande donc de bien vouloir réviser le PLU pour permettre à Madame Claudot de pouvoir continuer son travail.

Contribution n°39 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 00h46

Vanessa Claudot (Armand) se trouve pénalisée par le nouveau PLU de sa commune de Saint Sauvant, lui interdisant de continuer sa profession de maraîchère en culture biologique.

Protégeons nos maraîchers Bio qui sont rares eg précieux pour la santé de nos concitoyens du village et autour du village

Contribution n°40 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 08h02

Nous défendons l'agriculture biologique
Pour une santé meilleure et le respect
De la terre que nos enfants habitent

Contribution n°41 (Web)

Proposée par Besson, Maryline

(marylinebesson@orange.fr)

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 08h16

Adresse postale : 17 rue des vendanges 17100 Saintes

Fervente adepte de produit frais et bio, j'ai vu dans les marchés locaux de Charentes-Maritimes disparaître petit à petit les bons légumes et fruits.

Il faut sauver les producteurs d'agriculture bio ! c'est vital ! Mon soutien total à Mme Vanessa Claudot !

Merci par avance pour que le PLU de Saint Sauvant maintienne son activité.

Contribution n°42 (Web)

Proposée par Salvador Julie

(julie9salvador@gmail.com)

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 08h30

Adresse postale : 106 route des vigneron 17610 Chaniers

La modification du PLU pénalise ma dealeuse de produits bio et locaux .

Alors que les commerces de proximité ferment au profit des lobbys et des produits chinois, comment pouvez-vous envisager de vous tirer une balle dans le pied? C'est avec les acteurs locaux que votre commune peut continuer à vivre! C'est aberrant de penser que vous seriez gagnants en lui ôtant son revenu utile pour les communes autour!

J'espère que vous aurez l'intelligence de comprendre où est l'intérêt pour votre petit communes!

Contribution n°43 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 08h41

Merci de respecter et laisser travailler les maraîchers biologiques sur leurs exploitations pour notre santé et celle de nos familles.
Saint Sauvant devrait être fière d'avoir une telle exploitation dans sa commune.

Contribution n°44 (Web)

Proposée par Conceicao Grégoire

(gregorie.conceicao@gmail.com)

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 09h05

Adresse postale : 20 LES TUILERIES 17770 SAINT CESAIRE

Soutien à la vie locale bio , merci de prendre vos responsabilités pour accompagner le respect à la Terre comme le fait cette Maraîchère bio .

Contribution n°45 (Web)

Proposée par DENIZET Christine

(chdenizet@gmail.com)

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 09h15

Adresse postale : 7 rue du 4 septembre 1944 17100 Saintes

Je souhaite continuer à manger des légumes et des fruits sans pesticides, à l'état naturel. J'ai trouvé cela chez un maraicher dit "BIO "

Les légumes et les fruits ont un goût, et une senteur autre que ceux ,grossis par les anglais et j'ai ressenti moins de douleurs au foi et aux intestins .

Contribution n°46 (Web)

Proposée par DENIZET Christine

(chdenizet@gmail.com)

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 09h19

Adresse postale : 7 rue du 4 septembre 1944 17100 Saintes

Je souhaite continuer à manger des légumes et des fruits sans pesticides, à l'état naturel. J'ai trouvé cela chez un maraicher dit "BIO "

Les légumes et les fruits ont un goût, et une senteur autre que ceux ,grossis par les anglais et j'ai ressenti moins de douleurs au foi et aux intestins .

Contribution n°47 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 09h23

Bonjour votre autonomie alimentaire est gravement menacée, avoir une production biologique sur la commune est une chance!!
Pourquoi est elle plus facile d'installer des champs de photovoltaïque ou des usines polluantes près de chez nous?

Contribution n°48 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 09h32

Merci de respecter et laisser travailler les maraîchers biologiques sur leurs exploitations pour notre santé et celle de nos familles.
Saint Sauvant devrait être fière d'avoir une telle exploitation dans sa commune.

Contribution n°49 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 09h36

Merci de respecter et laisser travailler les maraîchers biologiques sur leurs exploitations pour notre santé et celle de nos familles.
Saint Sauvant devrait être fière d'avoir une telle exploitation dans sa commune.

Contribution n°50 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 09h38

Bonjour votre autonomie alimentaire est gravement menacée, avoir une production biologique sur la commune est une chance!!
Pourquoi est elle plus facile d'installer des champs de photovoltaïque ou des usines polluantes près de chez nous?Que fait le PAT
???

Contribution n°51 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 09h53

Il faut souligner que la commune de Saint Sauvant fait partie de l'agglomération de Saintes et à ce titre a signer un engagement concernant le PAT, le Plan d'Alimentation territorial. Le territoire est déjà extrêmement déficitaire en production de nourriture humaine, et le rôle des PLU est de veiller à pouvoir renforcer l'accès aux terres de qualité des quelques jardiniers et maraichers qui se manifestent. Il me semble que ce n'est pas le cas ici, et nous demanderons donc le rejet de cette modification N°1 du PLU de Saint Sauvant.

Contribution n°52 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 10h38

Merci de respecter et laisser travailler les maraîchers biologiques sur leurs exploitations pour notre santé et celle de nos familles.
[...]c'est une
énorme chance d'avoir du bio sur la commune

Contribution n°53 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 10h45

Je souhaite soutenir le projet de l'agriculture biologique et encourager les maraîchers de la région.

Contribution n°54 (Web)

Proposée par VILLEGER Bruno

(villegier.bruno@free.fr)

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 10h47

Adresse postale : 11 GRANDE RUE DU PONT 17610 ST SAUVANT

Pourquoi la révision du PLU ne prend pas en compte l'installation de Mme Vanessa Claudot, maraîchère à St Sauvant.

Contribution n°55 (Web)

Proposée par Pierre MERLET

(pierre.merlet@merlet.fr)

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 10h57

Adresse postale : 40 rue de Chévessac 17610 SAINT SAUVANT

Bonjour,

Notre distillerie étant dans l'emprise de la modification du PLU, je vous confirme que le classement de la zone UX initialement faite dans le précédent PLU est importante pour le développement de l'entreprise. En effet, l'activité de la distillerie est considérée comme industrielle. La construction de nouveaux bâtiments impose un classement UX de la zone prévue à cet effet. Nous souhaitons également valoriser les zones N jouxtant le site, et classées en zone NATURA 2000 avec des plantations de haies, arbres. De l'éco pâturage est également à l'étude avec la CDA et l'association "des Racines et des Pros". Je suis à votre disposition si vous souhaitez échanger plus longuement sur ce dossier. Cordialement. Pierre MERLET

Contribution n°56 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 11h11

A l'heure où l'on nous prêche de faire des économies, de préserver la nature pour la biodiversité, de MANGER et CONSOMMER LOCAL, les pouvoirs publics s'arrogent le droit de supprimer des petits producteurs bio ?!! Ceux là mêmes qui nourrissent sainement les personnes alentours ! Bravo pour la congruence !!

Contribution n°57 (Web)

Proposée par Dulong, Hervé

(herve.dulong@orange.fr)

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 13h37

Fervent adepte de produit frais et bio, j'ai vu dans les marchés locaux de Charente-Maritime disparaître petit à petit les bons légumes et fruits produits localement.

Il faut sauver les producteurs d'agriculture bio ! c'est vital ! Mon soutien total à Mme Vanessa CLAUDOT .

Merci par avance pour que le PLU de Saint Sauvant maintienne son activité.

Contribution n°58 (Web)

Proposée par Retou Christine

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 14h45

Il est regrettable que des pouvoirs publics s'arrogent le droit de supprimer des petits producteurs bio alors qu'il est plus que nécessaire de consommer bio et local pour le bien collectif : la préservation de la biodiversité, l'environnement et notre santé.

Contribution n°59 (Mairie de Saint-Sauvant)

Proposée par Laurent Edel

Déposée le lundi 29 septembre 2025 à 15h17

Adresse postale : 4 chemin de Ribonnet

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document associé

contribution_59_Mairie de Saint-Sauvant_1.jpg

29-9.

Laurent Edel

4 chemin de Libonnet

J'approuve les modifications

Merci.

(Edel)

Contribution n°60 (Mairie de Saint-Sauvant)

Proposée par Jean Salvaing

Déposée le lundi 29 septembre 2025 à 15h29

Adresse postale : 2 chemin de Bel Air

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document associé

contribution_60_Mairie de Saint-Sauvant_1.jpg

Jean SALVAIN

Chem. de Bel-Air 17610 St-Sauvant

Pas de remarque particulière -

Contribution n°61 (Courrier)

Proposée par Serge Jaboulay

Déposée le lundi 6 octobre 2025 à 11h31

Adresse postale : 14 rue des Fracs Garçons

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document associé

contribution_61_Courrier_1.pdf

Pièce annexe N°1

REÇU le

06 OCT. 2025

ST SAUVANT 17

Serge Jaboulay
14 rue des Francs Garçons
17610 Saint Sauvant

Mairie de Saint Sauvant
10 rue du Marché
17610 Saint Sauvant

Tel : 06 3 12 85 87

Mai : lpt2310@hotmail.fr

Saint Sauvant le 15 Octobre 2024

*Saint Sauvant
le 06 octobre 2025*

Objet : Régularisation zonage parcelle AC n° 160

Monsieur le Maire,

Je souhaiterais que lors de la prochaine révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Sauvant, soit régularisé le zonage de la parcelle AC 160 située actuellement en zone N (Naturelle) et quelle passe en zone U (Urbaine).

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Serge Jaboulay



Affaire suivie par : Loïc DOUILLARS
Responsable du service planification, foncier, SIG
Tél. : 05.46.98.23.04
L.douillard@agglo-saintes.fr

Monsieur Serge JABOULAY
14 RUE DES FRANCS GARCONS
17610 SAINT-SAUVANT

Ref. : 2024D/1294/DAT
Objet : Régularisation zonage parcelle AC n°160

Saintes, le 26 NOV. 2024

Monsieur,

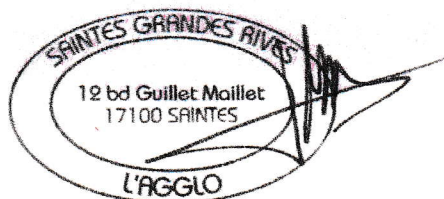
J'accuse réception de votre courrier en date du 15 octobre 2024 demandant le classement en zone constructible de votre parcelle AC N°160 sise Le Bourg à Saint-Sauvant.

Votre demande sera étudiée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont le lancement a été prescrit par le conseil communautaire du 14 décembre 2021.

J'attire néanmoins votre attention sur le fait que l'élaboration du PLUi devrait se finaliser courant 2026. Vous pourrez suivre l'avancement de l'étude sur le site internet de la CDA (www.agglo-saintes.fr) ou dans les dossiers de concertation mis à disposition dans chaque mairie des communes de la CDA. Au terme de ce délai, le PLUi sera soumis à consultation du public via une enquête publique. Vous serez informé des dates d'enquête publique par voie de presse, affichage de panneaux dans les communes (texte en noir sur fond jaune) et sur le site internet de la CDA. Je vous invite à ce moment-là à vérifier si votre demande a été prise en compte et éventuellement à rencontrer le commissaire enquêteur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Jean-Luc MARCHAIS
Vice-Président délégué
au plan local d'urbanisme



Contribution n°62 (Mairie de Saint-Sauvant)

Proposée par Serge Jaboulay

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 16h33

Adresse postale : 14 rue des Fracs Garçons

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

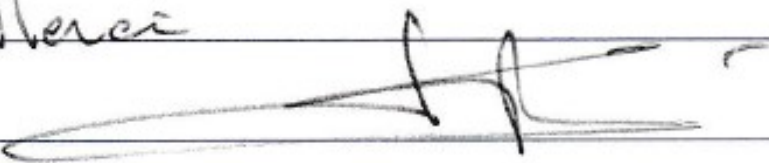
2 documents associés

contribution_62_Mairie de Saint-Sauvant_1.jpg

contribution_62_Mairie de Saint-Sauvant_2.pdf

20/10/25 J'approuve les modifications

Merci

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a vertical stroke and a small loop.

Serge TABULAY

Reu annex N°2

Serge Jaboulay
14 rue des Francs Garçons
17610 Saint Sauvant

Mairie de Saint Sauvant
10 rue du Marché
17610 Saint Sauvant

Tel : 06 3 12 85 87

Mai : lpt2310@hotmail.fr

Saint Sauvant le 15 Octobre 2024

Objet : Régularisation zonage parcelle AC n° 160

Monsieur le Maire,

Je souhaiterais que lors de la prochaine révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Sauvant, soit régularisé le zonage de la parcelle AC 160 située actuellement en zone N (Naturelle) et quelle passe en zone U (Urbaine).

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Serge Jaboulay





SAINTES
GRANDES RIVES
L'Agglo

Affaire suivie par : Loïc DOUILLARS
Responsable du service planification, foncier, SIG
Tél. : 05.46.98.23.04
L.douillard@agglo-saintes.fr

Monsieur Serge JABOULAY
14 RUE DES FRANCS GARCONS
17610 SAINT-SAUVANT

Ref. : 2024D/1294/DAT

Objet : Régularisation zonage parcelle AC n°160

Saintes, le

26 NOV. 2024

Monsieur,

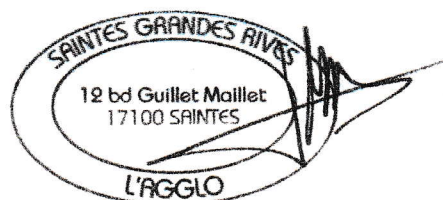
J'accuse réception de votre courrier en date du 15 octobre 2024 demandant le classement en zone constructible de votre parcelle AC N°160 sise Le Bourg à Saint-Sauvant.

Votre demande sera étudiée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont le lancement a été prescrit par le conseil communautaire du 14 décembre 2021.

J'attire néanmoins votre attention sur le fait que l'élaboration du PLUi devrait se finaliser courant 2026. Vous pourrez suivre l'avancement de l'étude sur le site internet de la CDA (www.agglo-saintes.fr) ou dans les dossiers de concertation mis à disposition dans chaque mairie des communes de la CDA. Au terme de ce délai, le PLUi sera soumis à consultation du public via une enquête publique. Vous serez informé des dates d'enquête publique par voie de presse, affichage de panneaux dans les communes (texte en noir sur fond jaune) et sur le site internet de la CDA. Je vous invite à ce moment-là à vérifier si votre demande a été prise en compte et éventuellement à rencontrer le commissaire enquêteur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Jean-Luc MARCHAIS
Vice-Président délégué
au plan local d'urbanisme



Contribution n°63 (Courrier)

Proposée par Jack-Edouard Merlet

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 15h50

Adresse postale : 38 rue Chevessac

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document associé

contribution_63_Courrier_1.pdf

Reu ameu N°3

Monsieur Jack Edouard MERLET
38 rue de Chevessac
17610 Saint Sauvant

Service d'Enquête Publique
Modification PLU Saint Sauvant

Saint Sauvant, le lundi 20 octobre 2025,

Madame, Monsieur,

Ayant pris connaissance de l'avant-projet de modification du PLU sur le secteur me concernant, je viens vous faire part de ma désapprobation totale. En effet, à la suite du jugement du Tribunal administratif de Poitiers du 7 janvier 2021, les parcelles cadastrées AL 271 et AL 333 ont bel et bien été classées en zone AP (espaces agricoles constituant un intérêt patrimonial et paysager), et en zone N (naturelles), parce que entachées d'une erreur manifeste d'appréciation par le conseil municipal en octobre 2017.

Cet état de fait aurait dû être pris en compte lors de la modification précédente du PLU établie à la demande de la distillerie Merlet en octobre 2023.

Le 1er décembre 2023, un « certificat d'urbanisme d'information » Abrogation et remplacement, m'avait été délivré par Monsieur le maire de Saint Sauvant. Il était encore parfaitement stipulé que ce terrain était classé en zone AP, secteur correspondant aux espaces agricoles constituant un intérêt patrimonial et paysager, en partie en zone N, zone naturelle.

Dès lors, il était impossible d'accorder une quelconque dérogation.

En violation du dit jugement et du certificat d'urbanisme, un permis de construire illégal, déposé le 22 MAI 2025, a été accordé le 23 MAI 2025, sans aucune instruction préalable, bien longtemps après la construction, pour un « bassin de rétention », avec une emprise au sol très importante. Tout ceci jouxtant ma maison, ne pouvant entraîner que gênes et nuisances.

Ces installations devaient parfaitement être implantées sur la parcelle AL 331, occupée exclusivement par la distillerie (et dédiée), emplacement libre et déjà « artificialisé et imperméabilisé » (en préservant tout le reste),

Le découpage proposé de la zone UX, passe sous mes fenêtres, ce qui est inacceptable !

Priorité à l'habitation,

En conséquence, je demande l'annulation pure et simple de cette modification pour revenir au zonage antérieurement défini de ce secteur protégé agricole et naturel.

Ce courrier devant raisonnablement avoir une issue favorable, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes très sincères salutations.

Jack MERLET

3 p j
Décision du Tribunal administratif du 7/01/21
Certificat d'urbanisme d'information
Enquête publique 11 OCTOBRE 2023

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE POITIERS

15, rue de Blossac
CS 80541

86020 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05.49.60.79.19
Télécopie : 05.49.60.68.09

1902770-2

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
9h00 à 12h00 - 13h30 à 17h00

Monsieur MERLET Jack-Edouard
38 rue de Chevessac
17610 SAINT SAUVANT

Dossier n° : 1902770-2

(à rappeler dans toutes correspondances)

Monsieur Jack-Edouard MERLET c/ COMMUNE DE
SAINT-SAUVANT

Vos réf. : CU 017 395 19 P0025

NOTIFICATION DE JUGEMENT

Lettre recommandée avec avis de réception

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'expédition du jugement en date du 07/01/2021 rendu dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

La présente notification fait courir le délai d'appel qui est de 2 mois.

Si vous estimez devoir faire appel du jugement qui vous est notifié, il vous appartient de saisir la COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX, 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX Cedex d'une requête motivée en joignant une copie de la présente lettre.

A peine d'irrecevabilité, la requête en appel doit :

- être assortie d'une copie de la décision juridictionnelle contestée.
- être présentée par un avocat.

Enfin, si une demande d'aide juridictionnelle a été déposée, il vous appartient également de justifier de ce dépôt.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



Le greffier en chef,
ou par délégation le greffier,

NB. Dans le seul cas où le jugement rendu vous accorde partiellement ou totalement satisfaction, vous avez la possibilité d'user de la disposition de l'article L. 911-4 du code de justice administrative, aux termes duquel : " En cas d'inexécution d'un jugement définitif, la partie intéressée peut demander ... au tribunal administratif ... qui a rendu la décision d'en assurer l'exécution ". Toutefois, en cas d'inexécution d'un jugement frappé d'appel, la demande d'exécution est adressée à la juridiction d'appel. Cette demande, sauf décision explicite du refus d'exécution opposé par l'autorité administrative, ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification du jugement. Toutefois, en ce qui concerne les décisions ordonnant une mesure d'urgence, et notamment un sursis à exécution, la demande peut être présentée sans délai. En application de l'article R. 811-5 du code de justice administrative les délais supplémentaires de distance prévus à l'article R. 421-7 du même code s'ajoutent aux délais prévus ci-dessus.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE POITIERS**

N° 1902770

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. MERLET

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Damien Fernandez
Rapporteur

Le tribunal administratif de Poitiers

M. Frédéric Plas
Rapporteur public

(2^{ème} chambre)

Audience du 10 décembre 2020
Décision du 7 janvier 2021

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés le 18 novembre 2019 et le 22 mai 2020, M. Jack-Edouard Merlet, représenté par la SCP KPL avocats, demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 4 novembre 2019 par lequel le maire de la commune de Saint-Sauvant lui a délivré un certificat d'urbanisme négatif ;

2°) de mettre à la charge de la commune de Saint-Sauvant la somme de 2 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- la requête est recevable ;
- la décision contestée est illégale en raison de l'erreur manifeste d'appréciation du classement de la parcelle en zone UX du plan local d'urbanisme alors même que ce terrain s'inscrit dans un vaste espace naturel.

Par un mémoire en défense, enregistré le 13 mars 2020, la commune de Saint-Sauvant, représentée par Me Renner, conclut au rejet de la requête et à ce que soit mise à la charge du requérant la somme de 2 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que

- la requête est irrecevable dès lors que M. Merlet ne justifie pas être titulaire d'au moins deux tiers des droits indivis en application de l'article 815-3 du code civil ;

③

- le moyen soulevé par le requérant n'est pas fondé.

Par ordonnance du 12 mai 2020, la clôture d'instruction a été fixée au 13 juillet 2020.

Des pièces ont été enregistrées le 10 novembre 2020, en réponse à une demande présentée en application de l'article R. 613-1-1 du code de justice administrative, et communiquées aux parties.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code civil ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Fernandez,
- les conclusions de M. Plas, rapporteur public,
- et les observations de Me Pielberg, représentant le requérant, et de Me Nibaudeau, représentant la commune de Saint-Sauvant.

Considérant ce qui suit :

1. M. Merlet est propriétaire indivis d'un ensemble de parcelles situées 38 rue de Che vessac à Saint-Sauvant. Il a déposé une demande de certificat d'urbanisme pour connaître de la possibilité de réaliser un projet de construction d'un bâtiment agricole sur des parcelles cadastrées AL 271 et AL 333. Il demande l'annulation du certificat d'urbanisme négatif délivré par le maire de la commune de Saint-Sauvant le 4 novembre 2019.

Sur la fin de non-recevoir opposée en défense :

2. La demande de certificat d'urbanisme ne constitue pas un acte d'administration ou de disposition au sens de l'article 815-3 du code civil pour lesquels le consentement des indivisaires titulaires d'au moins deux tiers des droits indivis est requis. Par suite, M. Merlet a intérêt lui donnant qualité pour agir pour contester le certificat d'urbanisme négatif litigieux et la fin de non-recevoir opposée par la commune de Saint-Sauvant ne peut qu'être écartée.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

3. Aux termes de l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme : « Les zones urbaines sont dites " zones U ". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. ». Il appartient aux auteurs d'un plan

local d'urbanisme de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné par le plan en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir, et de fixer en conséquence le zonage et les possibilités de construction. A ce titre, ils peuvent identifier et localiser des éléments de paysage et définir des prescriptions de nature à assurer leur protection. Ce faisant, ils ne sont pas liés, pour déterminer l'affectation future des divers secteurs, par les modalités existantes d'utilisation des sols, dont ils peuvent prévoir la modification dans l'intérêt de l'urbanisme. Leur appréciation sur ces différents points ne peut être censurée par le juge administratif qu'au cas où elle serait entachée d'une erreur manifeste ou fondée sur des faits matériellement inexacts.

4. M. Merlet soutient, par la voie de l'exception, que le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Sauvant est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation en tant qu'il classe les parcelles AL 271 et AL 333 en zone UX. Le règlement du plan local d'urbanisme définit la zone UX comme accueillant des parties urbanisées à vocation d'activité économique et correspondant à l'activité de la distillerie. Cette zone a pour objet de permettre le développement de cette activité. Toutefois, il ressort des pièces du dossier que les parcelles concernées par la demande de certificat d'urbanisme sont situées dans une zone Natura 2000, se trouvent en limite d'urbanisation dans un espace naturel et ne sont pas bâties. Au surplus, la commune compte seulement 492 habitants. Il s'ensuit que le classement des parcelles litigieuses en zone urbaine est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation.

5. Par suite, le moyen tiré de ce que le certificat d'urbanisme négatif litigieux est illégal en raison de l'illégalité tirée de l'erreur manifeste d'appréciation dont est entachée la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Sauvant approuvant le plan local d'urbanisme en tant qu'il a classé les parcelles AL 271 et AL 333 assiettes du projet en zone U doit être accueilli.

6. Il résulte de ce qui précède que M. Merlet est fondé à demander l'annulation du certificat d'urbanisme négatif du 4 novembre 2019.

Sur les frais liés au litige :

7. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de M. Merlet, qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance, la somme demandée par la commune sur ce fondement. En revanche, il y a lieu de mettre à la charge de la commune de Saint-Sauvant la somme de 1 000 euros à verser à M. Merlet au titre de ces mêmes dispositions.

DECIDE :

Article 1^{er} : Le certificat d'urbanisme négatif du 4 novembre 2019 est annulé.

Article 2 : La commune de Saint-Sauvant versera à M. Merlet la somme de 1 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. Jack-Edouard Merlet et à la commune de Saint-Sauvant.

Délibéré après l'audience du 10 décembre 2020, à laquelle siégeaient :

M. Lemoine, président,
Mme Geismar, conseiller,
M. Fernandez, conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 7 janvier 2021.

Le rapporteur,

signé

D. FERNANDEZ

Le président,

signé

D. LEMOINE

La greffière,

signé

G. FAVARD

La République mande et ordonne au préfet de la Charente-Maritime en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Pour le greffier en chef,
La greffière,



G. Favard
G. FAVARD



**MAIRIE DE
SAINT-SAUVANT**

10 rue du marché
17610 SAINT-SAUVANT
Tel: 05.46.91.50.10
mairie@saintsauvant17.fr

DOSSIERN° CU 017 395 23 P0012

Demande du : 06/07/2023

Sur un terrain sis : Chevessac – 17610 SAINT SAUVANT

Et cadastré : AL 271 – AL 333

Monsieur Jack Edouard MERLET

38 RUE DE CHEVESSAC
17610 SAINT-SAUVANT

RAR N° 1A 173 740 2176 0

OBJET : lettre de procédure contradictoire pour retrait à l'initiative de l'administration

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de certificat d'urbanisme informatif le 06/07/2023, à la mairie de SAINT-SAUVANT.

Vous bénéficiez depuis le 01/08/2023 du certificat d'urbanisme d'information.

Après nouvel examen de votre dossier, je considère que ce certificat est illégal et j'envisage de le retirer en application de l'article L242-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

En effet, cet acte est entaché d'illégalité :

- **Considérant que** la demande porte sur les parcelles cadastrées AL 271 et AL 333 ;
- **Considérant que** le certificat d'urbanisme informatif délivré le 01/08/2023 mentionne que les parcelles sont situées en zone AP, N et UX du règlement du plan local d'urbanisme de la commune, approuvé le 02/10/2017 ;
- **Considérant que** par jugement n°1902770 du 7 janvier 2021 le tribunal administratif de POITIERS, saisi par Monsieur MERLET Jack-Edouard a annulé le certificat d'urbanisme du 4 novembre 2019 aux motifs que le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Sauvant était entaché d'une erreur manifeste d'appréciation en tant qu'il classait les parcelles AL 271 et AL 333 en zone UX. *"Le règlement du PLU définit la zone UX comme accueillant des parties urbanisées à vocation d'activités économiques et correspondant à l'activité de la distillerie. Cette zone a pour objet de permettre le développement de cette activité. Toutefois, il ressort des pièces du dossier que les parcelles concernées sont situées dans une zone Natura 2000, se trouvent en limite d'urbanisation dans un espace naturel et ne sont pas bâties. [...] Il s'ensuit que le classement des parcelles litigieuses en zone urbaine est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation"* ;

- **Considérant** l'article L.600-12 du Code de l'urbanisme : « Sous réserve de l'application des articles L.600-12-1 et L.442-14, l'annulation ou la déclaration d'illégalité d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale a pour effet de remettre en vigueur le schéma de cohérence territoriale, le plan local d'urbanisme, le document d'urbanisme en tenant lieu ou la carte communale immédiatement antérieur. »
- **Considérant** l'article L.174-6 du Code de l'urbanisme : « L'annulation ou la déclaration d'illégalité d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale intervenant après le 31 décembre 2015 ayant pour effet de remettre en application le document immédiatement antérieur, en application de l'article L. 600-12, peut remettre en vigueur, le cas échéant, le plan d'occupation des sols immédiatement antérieur. Le plan d'occupation des sols immédiatement antérieur redevient applicable pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la date de cette annulation ou de cette déclaration d'illégalité. Il ne peut durant cette période faire l'objet d'aucune procédure d'évolution. A défaut de plan local d'urbanisme ou de carte communale exécutoire à l'issue de cette période, le règlement national d'urbanisme s'applique sur le territoire communal. »
- **Considérant que**, la commune de SAINT-SAUVANT reconnaît avoir commis une erreur, elle propose de retirer et d'annuler le certificat d'urbanisme informatif délivré en date du 01/08/2023 sous le numéro CU 017 395 23 P0012.

Préalablement à ma décision, je vous invite, en application de l'article L.121-1 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration, à me faire parvenir vos observations écrites ou me demander de vous recevoir afin d'entendre vos observations orales, dans un délai maximum de 15 jours à compter du présent courrier. Vous avez la possibilité de vous faire assister par un conseil ou de vous faire représenter par un mandataire de votre choix.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

SAINT-SAUVANT le 26 octobre 2023

Le Maire,
Jean-Marc AUDOUIN



COMMUNE de SAINT-SAUVANT

DOSSIER : N° CU 017 395 23 P0012

Déposé le : 06/07/2023

Demandeur : Monsieur MERLET Jack Edouard

Demeurant à : 38 RUE DE CHEVESSAC 17610 SAINT-SAUVANT

Pour un terrain sis : CHEVESSAC à SAINT-SAUVANT (17610)

Référence(s) cadastrale(s) : 395 AL 271, 395 AL 333

Superficie : 2651 m²

CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION
ABROGATION ET REMPLACEMENT
Délivré par le Maire au nom de la Commune

Le Maire,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le jugement n°1902770 du 7 janvier 2021 le tribunal administratif de POITIERS,

Vu la demande présentée le 06/07/2023 par Monsieur MERLET Jack Edouard, en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

○ cadastré 395 AL 271, 395 AL 333

○ situé CHEVESSAC à SAINT-SAUVANT (17610)

Vu le certificat d'urbanisme n° 017 395 23 P0012 délivré en date du 01/08/2023,

Vu le courrier en date du 26/10/2023 invitant le pétitionnaire à produire ses observations en vue d'un retrait du certificat d'urbanisme,

Vu la réponse de Monsieur MERLET Jack Edouard reçue en mairie en date du 09/11/2023, indiquant qu'il n'a pas d'observations à présenter,

- **Considérant que** la demande porte sur les parcelles cadastrées AL 271 et AL 333 ;
- **Considérant que** le certificat d'urbanisme informatif délivré le 01/08/2023 mentionne que les parcelles sont situées en zone AP, N et Ux du règlement du plan local d'urbanisme de la commune, approuvé le 02/10/2017 ;
- **Considérant que** par jugement n°1902770 du 7 janvier 2021 le tribunal administratif de POITIERS, saisi par Monsieur MERLET Jack Edouard devait annuler le certificat d'urbanisme du 4 novembre 2019 aux motifs que le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Sauvant est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation en tant qu'il classe les parcelles AL 271 et AL 333 notamment en zone UX. Le règlement du PLU définit la zone UX comme accueillant des parties urbanisées à vocation d'activités économiques et correspondant à l'activité de la distillerie. Cette zone a pour objet de permettre le développement de cette activité. Toutefois, il ressort des pièces du dossier que les parcelles concernées sont situées dans une zone Natura 2000, se trouvent en limite d'urbanisation dans un espace naturel et ne sont pas bâties. Le classement des parcelles en zone urbaine est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation ;
- **Considérant** l'article L600-12 du code de l'urbanisme : sous réserve de l'application des articles L. 600-12-1 et L. 442-14, l'annulation ou la déclaration d'illégalité d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale a pour effet de remettre en vigueur le schéma de cohérence territoriale, le plan local d'urbanisme, le document d'urbanisme en tenant lieu ou la carte communale immédiatement antérieur ;
- **Considérant** l'article L174-6 du code de l'urbanisme : l'annulation ou la déclaration d'illégalité d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale intervenant après le 31 décembre 2015 ayant pour effet de remettre en application le document immédiatement antérieur, en application de l'article L. 600-12, peut remettre en vigueur, le cas échéant, le plan d'occupation des sols immédiatement antérieur. Le plan d'occupation des sols immédiatement antérieur redevient applicable pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la date de cette annulation ou de cette déclaration d'illégalité. Il ne peut durant cette période faire l'objet d'aucune procédure d'évolution. A défaut de plan local d'urbanisme ou de carte communale exécutoire à l'issue de cette période, le règlement national d'urbanisme s'applique sur le territoire communal.
- **Considérant que**, la commune de SAINT-SAUVANT reconnaît avoir commis une erreur, elle propose de retirer et d'annuler le certificat d'urbanisme informatif délivré en date du 01/08/2023 sous le numéro CU 017 395 23 P0012.

- Considérant donc que le certificat d'urbanisme informatif délivré en date du 01/08/2023 est illégal.
- Considérant que le certificat d'urbanisme informatif notifié en date du 01/08/2023 peut être retiré jusqu'au 01/12/2023.

CERTIFIE

Article 1 :

Le certificat d'urbanisme délivré en date du 01/08/2023 est **ABROGÉ et REMPLACÉ** par le présent certificat d'urbanisme.

Article 2 :

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat. Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 3 :

- Les dispositions d'urbanisme applicables au terrain sont les suivantes :
 - Règlement National d'Urbanisme (articles L.111-1 à L.111-34 et R.111-1 à R.151-53 du Code de l'urbanisme).
 - Plan Local d'Urbanisme de SAINT SAUVANT, approuvé le 02-10-2017 :
Terrain en partie en zone Ap, secteur correspondant aux espaces agricoles constituant un intérêt patrimonial et paysager, en partie en zone N, zone naturelle.
- Le terrain est grevé des servitudes suivantes :
 - (AS1) Terrain grevé d'une servitude résultant de l'instauration d'un périmètre de protection des eaux potables et minérales.
 - (I4) Terrain grevé d'une servitude relative à l'établissement des canalisations électriques.
 - Le terrain est situé en zone inondable répertoriée sur l'atlas départemental des zones inondables.

Article 4 :

Les taxes et contributions suivantes pourront être exigées à compter de la délivrance effective ou tacite d'un permis de construire, d'un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable :

TA Communale	Taux = 3,0 % (Par délibération du 24/11/2016)
TA Départementale	Taux = 2,5 %
Redevance d'Archéologie Préventive	Taux = 0,40 %

Participations susceptibles d'être exigées à l'occasion de l'opération :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (article L332-8 du Code de l'Urbanisme).
- Participation pour voirie et réseaux : Néant.

Les demandes de permis et les déclarations préalables seront soumises aux avis ou accords des services de l'Etat chargé :

- de la protection des vestiges archéologiques

Article 5 :

Observations et prescriptions particulières :

- Le règlement des zones Ap, N de la commune de SAINT-SAUVANT, consultable en mairie, doit être respecté.
- Conformément à l'arrêté préfectoral n°17-196 du 27 janvier 2017 « Lors de la construction ou de travaux d'aménagement d'un bâtiment, des dispositions doivent être prises pour la protection de l'ouvrage contre les

- termites ou autres insectes xylophages ». Des renseignements peuvent être obtenus sur www.charente-maritime.gouv.fr.
- Le point d'eau incendie le plus proche est situé à moins de 400 mètres.
- Le terrain concerné est susceptible de receler des vestiges archéologiques. En application de l'article R.111-4 du code de l'urbanisme, tout projet pourrait être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.
- Le terrain est situé en zone inondable répertoriée sur l'Atlas Départemental des zones inondables.
- Le terrain est situé dans un secteur de sismicité modérée. Conformément au décret 2010-1254 du 22 octobre 2010 les normes de construction spécifique devront être respectées. Des renseignements peuvent être obtenus sur le site : www.planseisme.fr.
- Le Plan de Prévention des Risques (zone inondable), devra être respecté.
- Le terrain est classé en zone "Natura 2000" faisant l'objet de mesures de prévention au titre de l'article L 414-1 du code de l'environnement.
- Les zones Agricoles sont des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, où seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et à l'élevage.
- Les zones Naturelles comprennent les secteurs à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels et où les possibilités de construction sont limitées.

SAINT-SAUVANT, le 01/12/2023

Le Maire,

Jean-Marc AUDOUIN,



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux ou effectuer cette démarche en ligne sur l'application Télérecours (<http://www.telerecours.fr>).

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

A défaut de notification d'une décision expresse portant prorogation du certificat d'urbanisme dans le délai de deux mois suivant la réception en mairie de la demande, le silence gardé par l'autorité compétente vaut prorogation du certificat d'urbanisme. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale (Art. R. 410-17-1).

Le délai de dix-huit mois prévu au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 court à compter de la date d'acquisition du certificat d'urbanisme tacitement obtenu en application des dispositions de l'article R. 410-12, nonobstant toute délivrance ultérieure d'un certificat d'urbanisme exprès.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.



Jack Merlet <jackmerlet17@gmail.com>

Enquête PLU SAINT - SAUVANT

3 messages

Jack Merlet <jackmerlet17@gmail.com>

11 octobre 2023 à 17:10

À : enquete-publique-4819@registre-dematerialise.fr

Madame , Monsieur ,

En vertu du jugement définitif du Tribunal Administratif de POITIERS en date du 7 Janvier 2021 (No 1902770) : Le PLU de SAINT - SAUVANT est " entaché d'une erreur manifeste d'appréciation " dans le classement des parcelles AL 271 et 333

-Illégalité du PLU -

Je demande que ces deux parcelles AL 271 et 333 , soient classées (comme dans le document d'urbanisme immédiatement antérieur) en intégralité , en zone agricole (ou naturelle) . Ces deux terrains jouxtent ma maison d'habitation et le siège d'exploitation .

Comptant sur votre rigueur et votre célérité ,

Veuillez recevoir mes meilleures salutations ,

JACK - EDOUARD MERLET

38, Rue de CHEVESSAC

SAINT - SAUVANT

12

17

Contribution n°64 (Courrier)

Proposée par Hervé Audinet

Déposée le lundi 20 octobre 2025 à 16h19

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document associé

contribution_64_Courrier_1.pdf

Mairie de SAINT SAUVANT

De: Hervé Audinet <herveaudinet@gmail.com>
Envoyé: lundi 20 octobre 2025 16:19
À: Mairie de SAINT SAUVANT
Objet: Contribution a l'enquete publique
Pièces jointes: Plu saint sauvant 2025.docx

Monsieur le Maire
Mesdames et Messieurs les conseillers Municipaux

Faute de ne pouvoir accéder au site dématérialisé refusant l'accès ce jour 16h15

Trouvez ci joint ma contribution à l'enquête publique
Sincères salutations
Hervé Audinet

Je prends connaissance de l'enquête publique concernant la modification no 1 du PLU de Saint Sauvant

Bien sur nous ne pouvons qu'adhérer positivement aux trois questions posées

1 il est urgent de donner aux ruraux que nous sommes la liberté de construire des annexes pour nos jardins

2 il est évident que la rencontre des chemins de l'Orgere et de Ribonnet n'a pas besoin du rond point de l'arc de triomphe pour résoudre la sécurité : Deux panneaux stop suffissent et nos finances s'en porteront mieux

3 Enfin il semble urgent de régulariser une erreur manifeste qui attend réparation depuis cinq ans.

Tout cela traduit le manque de bon sens donc la nocivité de tels règlements qui se retournent contre nos citoyens au lieu de les protéger.

Aujourd'hui la seule question importante qui est malheureusement ou volontairement omise dans cette enquête est de savoir si le règlement doit être modifié pour permettre en zone agricole les installations et constructions nécessaires au maintien d'une activité maraîchère.

Sans attendre à nouveau cinq ans il est urgent de mettre en chantier une révision no 2 permettant de résoudre cette nouvelle erreur « manifeste »

Une autre manière de poser la question est : Voulons nous à nouveau empêcher les talents de vivre et sur notre territoire en les décourageant ?

Après le départ de la bouquiniste, du coutelier, le non-renouvellement du bail de la restauratrice d'œuvres d'art ce serait au tour de notre maraîchère.

Fille du village , fille de générations et générations de paysans nés, ici elle se penche chaque jour sur sa terre, sur notre terre avec courage et amour pour faire éclore des légumes à la saveur incomparable

Avez-vous vu et goûtés ses tomates ou ses haricots verts ? De pures merveilles que vous ne trouverez nulle part ailleurs.

Ce sont des pépites , cette fille est elle aussi une pépite pour notre commune

Mesdames messieurs les élus réagissez sauvez la protégez la. C'est pour cela que nous vous avons élus et non pas pour nous étouffer sous les normes les règlements et les Cerfa

Hervé Audinet ancien premier adjoint au maire de Saint Sauvant

Contribution n°65 (Saintes - Grandes Rives - L'Agglo)

Proposée par Vanessa Claudot

Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 10h28

Adresse postale : 8 chemin de Croix Echelle

Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

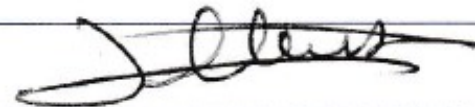
1 document associé

contribution_65_Saintes - Grandes Rives - L'Agglo_1.jpg

09/10/2025. CLAUDOT Vanessa.

8 chemin de croix Echelle.

Je suis étonné de constater que sur des zones naturelles qui ont un impact considérable sur l'environnement qu'on puisse accorder des constructions annexes et que l'on ne permette pas d'inclure ma demande de modification du PLU pour une activité de maraîchage en Bio, une demande de bâtisse non impactante du sol et de l'environnement pour le développement de mon exploitation agricole située en zone AP d'intérêt paysagé. La demande de révision du PLU a été renvoyée à l'élaboration du PLUI qui sera aboutie à partir de 2028 minimum. Je souhaite que le PLU soit révisé le plus rapidement possible afin de développer mon entreprise.



Contribution n°66 (Saintes - Grandes Rives - L'Agglo)

Proposée par Sébastien Da Silva

Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 11h00

Adresse postale : 1 rue de l'Etang

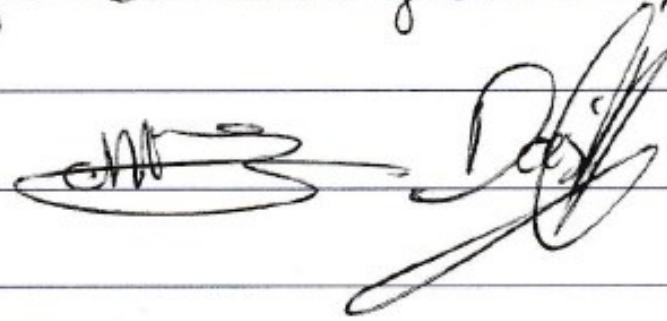
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document associé

contribution_66_Saintes - Grandes Rives - L'Agglo_1.jpg

09/10/2025 - Da Silva Sebastien et Bonnier Melonie, 1 rue
de l'étang.

Nous sommes satisfaits du projet de modification, qui répond
à mes attentes.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sebastien Da Silva', written over the horizontal lines of the paper.